



20 novembre 2023

To:

Commissaire Jutta URPILAINEN
 Commissaire Virginijus SINKEVICIUS
 Ministre Zakia KHATTABI

CC:

Directrice Générale Florika FINK-HOOIJER
 Directeur Général Koen DOENS
 Directeur Général Peter DE KONING

Déclaration: Pour une mise en oeuvre du RDUE socialement équitable

Chères Ministre Khattabi et Commissaire Urpilainen, cher Commissaire Sinkevičius,

Nous, les organisations soussignées, souhaitons exprimer notre espoir que le règlement de l'UE sur les produits exempts de déforestation (RDUE) contribue efficacement à mettre fin à la déforestation dans le monde entier tout en renforçant les droits des producteurs agricoles à petite échelle et en améliorant leurs moyens de subsistance.

L'exigence de géolocalisation est un élément essentiel de la législation de l'UE pour responsabiliser les opérateurs et les commerçants qui mettent des produits sur le marché européen. Des systèmes de traçabilité inclusifs et transformateurs pour les petits exploitants, conçus en collaboration avec ces derniers, leur permettraient d'être propriétaires de leurs données et d'avoir un accès direct à un système numérisé. Cela réduirait la complexité de la chaîne d'approvisionnement et augmenterait la transparence.

Il est aussi essentiel que les petits exploitants agricoles soient consultés lors de discussions sur la traçabilité et la mise en conformité avec le RDUE, ainsi que sur des questions cruciales telles que la prise en charge des coûts éventuels et le paiement de prix d'achat équitables. Cela permettrait aux petits agriculteurs, qui sont les premiers acteurs de la chaîne d'approvisionnement, de vivre décemment de leur travail. Il conviendra aussi d'aborder les éventuels défis et besoins en matière de mise en conformité, telles que l'assistance technique ou la réduction des intermédiaires. Enfin, il est important d'anticiper des mesures d'atténuation visant à éviter un possible désengagement des petits producteurs des consultations.

Toutefois, à l'heure actuelle, il existe un risque important que la charge de la mise en conformité avec le règlement soit supportée par les plus petits acteurs de la chaîne d'approvisionnement. C'est pourquoi nous pensons qu'il est de la plus haute importance que l'UE entreprenne les actions suivantes.

L'UE n'a toujours pas évalué l'impact du RDUE sur les petits exploitants. Nous demandons que cela soit fait le plus rapidement possible, au début de la phase de mise en œuvre et non dans cinq ans, comme cela est actuellement prévu. Une fois cette évaluation effectuée, l'UE devrait déterminer comment elle peut aider les petits exploitants à surmonter les obstacles à une production durable et légale sans déforestation, que ce soit par le biais d'incitations commerciales ou de programmes d'aide. Ce soutien devrait être adapté aux réalités locales et élaboré en consultation avec les petits exploitants.

Une autre priorité urgente concerne la création d'espaces de dialogue multipartite entre l'Union européenne et les pays producteurs, qui impliquent pleinement les organisations de la société civile, les petits producteurs ainsi que des peuples autochtones et les communautés locales. Ces espaces devraient servir de base à la mise en place de partenariats formels entre les pays producteurs et l'UE. Ils devraient en priorité évaluer comment un prix équitable peut être payé aux petits agriculteurs afin qu'ils/elles disposent d'un revenu décent. Il convient de noter que les agriculteurs qui disposent déjà de polygones, et donc d'une production entièrement traçable, ont parfois également du mal à obtenir des prix équitables, comme c'est par exemple souvent le cas en Indonésie.

Par ailleurs, plusieurs pays producteurs ont déjà mis en place, ou envisagent de mettre en place, des systèmes de traçabilité nationaux ou publics. Nous pensons que l'UE devrait soutenir leur développement et utilisation dans la mise en œuvre du RDUE, du moment qu'ils soient inclusifs des petits producteurs, et qu'ils adhèrent à de hauts standards en matière de gouvernance et de transparence.

Enfin, nous demandons également à l'UE de poursuivre activement les initiatives visant à accroître l'accès direct des producteurs à petite échelle au marché de l'UE, par le biais d'objectifs ou de quotas, de régimes tarifaires ou de prix favorables, ou par le biais de plates-formes spéciales destinées à commercialiser et à faciliter les achats auprès des petits exploitants.

Avec nos salutations les plus cordiales,
les organisations listées ci-dessous

Alyansa Tigil Mina (ATM), Philippines
Bina Bersama cooperatives, Indonésie
BOS+, Belgique
Centre d'Appui à la Gestion Durable des Forêts Tropicales, République démocratique du Congo
Civic Response, Ghana
EcoCare, Ghana
Environmental Legal Assistance Center, Inc. (ELAC), Philippines
Fern, UE
For greening, Cameroun
Forests of the World, Danemark
Fundación Gaia Amazonas, Colombie
Green Development Advocates (GDA), Cameroun
IDEF, Côte d'Ivoire
Inades-Formation Côte d'Ivoire, Côte d'Ivoire
Institute for the Development of Educational and Ecological Alternatives (IDEAS), Philippines
Kaoem Telapak, Indonésie
Kitanglad Integrated NGOs (KIN), Philippines
Makmur Barokah Belutu cooperatives, Indonésie
Mighty Earth, UK
Pemasaran Ikatan Petani Sawit Swadaya cooperatives, Indonésie
Petani Sawit Swadaya Tambusai Sejahtera association, Indonésie
Plateforme Ivoirienne pour le Cacao Durable, Côte d'Ivoire
Polish Ecological Club, Pologne
Produsen Karya Desa Mandiri cooperatives, Indonésie
Produsen Tani Makmur Lestari Cooperatives, Indonésie
Produsen Usaha Bersama Tunas Merapi Manunggal cooperatives, Indonésie
Réseau Ivoirien du Commerce Equitable, Côte d'Ivoire
Serba Usaha Masagene Lalla' Tassisara cooperatives, Indonésie
Service d'Appui aux Initiatives Locales de Developpement (SAILD), Cameroun
SOCAED COOP CA, Côte d'Ivoire
Société coopérative avec conseil d'administration Global Crop Agro-Conseil, Côte d'Ivoire
SCOOPS PRO2CABA, Côte d'Ivoire
Solidaridad, Pays-Bas
SPKS, Indonésie
SYNAPARCAM, Cameroun
Tropenbos International, Pays-Bas
Tropical Forest and Rural Development (TF-RD), Cameroun
ZERO - associação sistema terrestre sustentável, Portugal